

**Le journal  
d'Arlette  
Laguiller**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**UNITÉ  
OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2281 - 20 avril 2012 - Prix: 1 € - DOM: 1,50€

**Interdire les  
licenciements**



**Augmenter et indexer  
salaires et pensions**

**Mettre les entreprises  
et les banques sous  
contrôle des salariés**



**Nathalie Arthaud  
un programme de lutte**

## SOMMAIRE

### Leur société

- p. 4 ■ Hollande et le pouvoir d'achat  
 ■ Drôle de démocratie  
 ■ Les salaires doivent être indexés sur les prix
- p. 5 ■ Spéculation sur la dette  
 ■ Dette des États  
 ■ Rémunérations des PDG
- p. 6 ■ Enseignement : des inégalités de traitement  
 ■ Le flou des promesses de Hollande  
 ■ Le scandale de l'accueil des enfants handicapés  
 ■ Technocentre de Renault

### Nathalie Arthaud, une candidate communiste

- p. 7/8/9 ■ Nathalie Arthaud au Zénith (extraits)  
 ■ Émissions de la campagne officielle  
 ■ Fil rouge

### Dans les entreprises

- p. 10 ■ ArcelorMittal - Florange  
 ■ Sodimédical - Plancy  
 ■ ADPA - Grenoble  
 ■ STMicroelectronics
- p. 11 ■ Fonderies du Poitou  
 ■ Saint-Jean Industries  
 ■ Durisotti
- p. 12 ■ Centrale de Cattenom  
 ■ SET du Tricastin  
 ■ Main Sécurité - Dunkerque  
 ■ Hôpital Salpêtrière
- p. 13 ■ PSA - Aulnay  
 ■ PSA - Sochaux  
 ■ Imprimerie Decoster-Sedequin

### Dans le monde

- p. 14 ■ Algérie : Ben Bella  
 ■ Liberté pour Abu-Jamal
- p. 15 ■ Espagne : nouvelles attaques du gouvernement  
 ■ Quand Juan Carlos va à la chasse  
 ■ Euro de football

### La fête de Presles

p. 16

## • Plans sociaux contestés par des tribunaux

# Le patronat veut pouvoir licencier sans entrave

**Une affaire juridique provoque des inquiétudes dans les milieux patronaux et quelques espoirs parmi des salariés menacés de licenciement : il s'agit du procès concernant le plan social de l'entreprise Viveo.**

Cette petite entreprise spécialisée dans les logiciels bancaires s'est trouvée rachetée par le groupe suisse Tenemos. À la suite de quoi Viveo annonçait un plan social avec 64 licenciements, sans même avancer le moindre motif économique. Le Comité d'entreprise a alors saisi la justice. Dans un premier procès, le Comité d'entreprise et les salariés avaient perdu et la direction avait gagné. Mais la cour d'appel de Paris a ensuite infirmé ce jugement et donné raison aux salariés menacés de licenciement, au motif de « défaut de cause économique ».

On en est là et la Cour de cassation est maintenant appelée à se prononcer à son tour. Le jugement final doit être rendu le 3 mai. Tous les observateurs s'attendent à ce que la direction de Viveo l'emporte, et d'ailleurs l'avocat général s'est déjà prononcé dans ce sens.

Malgré tout, comme on

n'est jamais tout à fait sûr de rien, des ténors patronaux sont montés au créneau. Ainsi le directeur général adjoint du Medef a écrit au tribunal, s'inquiétant d'une éventuelle confirmation du jugement de la cour d'appel de Paris qui instituerait de fait « une autorisation judiciaire des licenciements ». Ce qui pousserait les entreprises « à attendre d'être au bord du dépôt de bilan plutôt qu'anticiper des mesures de redressement, de crainte de s'exposer au risque d'une annulation ». Pour lui en somme, licencier les 64 salariés de Viveo serait une « mesure de redressement »...

L'accompagnant dans sa démarche, Avosial, le syndicat des avocats d'entreprise, a écrit aux candidats à l'élection présidentielle pour dénoncer le danger, au cas où le tribunal donne raison aux salariés. Ce serait une « révolution aux conséquences économiques catastrophiques », car, « s'ils ont de telles entraves



Les travailleurs de Continental et de Lear en lutte en 2009.

pour supprimer des postes, les patrons n'embaucheront plus». Licencier est évidemment, pour ces avocats des patrons, la meilleure façon de préserver les emplois.

Outre l'affaire Viveo, il y en a deux autres pour lesquelles des tribunaux se sont prononcés contre les plans sociaux : Sodimedical et Ethicon, deux sociétés de matériel médical, dont les salariés s'étaient d'ailleurs rassemblés avec ceux de Viveo, près du tribunal. Et puis, derrière ces entreprises, il y a

d'autres jugements passés qui pourraient être remis en cause, Molex, Continental, etc., et surtout cela rendrait plus difficile l'annonce de certains plans sociaux à venir.

Cela ne concerne pas tous les licenciements, loin s'en faut, mais pour le patronat cette menace est déjà beaucoup trop. Il veut pouvoir continuer à licencier, sans entrave et sans que la justice mette son nez dans ses affaires. Autrement dit en complète injustice...

André VICTOR

## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante : **LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

### LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

### SUR INTERNET

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

**Lutte Ouvrière**  
**l'hebdomadaire**

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

**Lutte Ouvrière**  
**multimédia**  
 (télé, radio, CLT)

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

**Lutte Ouvrière**  
**audio**

(version parlée de nos textes)  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

**La lettre d'information**  
**hebdomadaire par e-mail**

Abonnez-vous gratuitement

### Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

### ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande			

## Le 22 avril, Votez et faites voter pour Nathalie Arthaud

Le dimanche 22 avril au soir, une fois le premier tour de l'élection présidentielle terminé, s'arrêtera le droit accordé aux électeurs d'exprimer une opinion au plus près de leurs convictions. Au deuxième tour, ne resteront en lice que deux candidats, probablement Sarkozy et Hollande.

Toutes les institutions de la bourgeoisie comme tous les grands médias formatent l'opinion publique à l'idée que seul le deuxième tour compte puisque c'est lui qui désignera le futur président de la République. Mais, à ce deuxième tour, on n'aura le choix qu'entre deux hommes dont chacun gouvernera en fonction des intérêts des possédants, du grand patronat et des banquiers. Autant dire que les travailleurs et les exploités ne pourront plus faire entendre leur propre voix.

Tous ceux qui veulent exprimer dans cette élection non seulement leur rejet de Sarkozy, mais aussi le rejet de tout le système économique et social, ne peuvent le faire qu'au premier tour.

Lutte Ouvrière appelle les électeurs des classes populaires à voter pour Nathalie Arthaud, la seule candidate qui se revendique des idées communistes et qui dénonce non seulement les serviteurs politiques du système mais ses maîtres, la classe capitaliste. Un système où ceux qui produisent et font tout fonctionner vivent le plus mal, pendant que de riches parasites qui ne font rien d'utile amassent des fortunes de plus en plus grandes.

Ce système ne dépend pas de la personnalité ou de l'étiquette politique du locataire de l'Élysée. Le véritable pouvoir appartient, non pas à ceux qu'on nous autorise à élire, mais aux grands possédants, les Arnault, Dassault, Bettencourt, Pinault, Bolloré, Bouygues, Peugeot ou Lagardère, aux conseils d'administration, qui exercent une véritable dictature sur leurs entreprises et par là sur toute l'économie. Eux, ils ne sont soumis à aucune élection. Leur pouvoir ne vient pas de bulletins de vote mais de l'argent, de leurs capitaux. Pourtant, ce sont ceux-là qui ont le pouvoir exorbitant de fermer une entreprise ou de la délocaliser, de licencier, de décider des salaires. Ce sont eux qui décident souverainement ce qu'ils produisent en fonction de ce qui leur rapporte du profit, même si leur choix ne répond pas aux besoins de la société. Ils

peuvent, tout aussi souverainement, consacrer leurs capitaux à spéculer plutôt qu'à produire.

C'est cette situation, ce rapport de classe, que protègent toutes les institutions. Ils ne peuvent pas être remis en cause par des élections dans le cadre de ces institutions. Ils ne pourront être remis en cause que par un bouleversement profond du système, par la révolte consciente de tous les exploités.

Alors, plutôt que de se préoccuper de qui sera le prochain président de la République, les travailleurs ont intérêt à montrer par leurs votes qu'ils ne croient pas à la duperie de cette élection. Ils ont intérêt à montrer qu'ils savent que, quel que soit l'élu, le grand patronat aura toujours les mains libres pour licencier, pour aggraver le chômage, pour détruire le peu d'acquis sociaux existants. Et, si nous les laissons faire, ils continueront à faire payer aux travailleurs la crise de leur économie.

Quelle que soit l'issue de l'élection, nous aurons à nous battre pour défendre notre peau. Lutte Ouvrière présente Nathalie Arthaud, pour défendre dans cette élection un certain nombre d'objectifs qu'il sera indispensable d'imposer dans les luttes futures.

Pour résorber le chômage, il faut interdire les licenciements et répartir le travail entre tous sans diminution de salaire. Il faut imposer à l'État de créer des emplois utiles dans tous les services publics.

Il faut une augmentation générale des salaires et des retraites, et leur indexation sur les hausses de prix.

Il faut enfin imposer la levée du secret industriel et commercial, afin que les travailleurs puissent se donner les moyens de contrôler les entreprises. Ce contrôle est indispensable pour empêcher les patrons de prendre des décisions nuisibles à leurs travailleurs ou à la collectivité.

Tous ceux qui sont d'accord avec ces objectifs doivent l'exprimer par leur vote. Ils ne doivent pas se laisser détourner par les sirènes du soi-disant vote utile. Le vote utile a toujours été l'arme de ceux qui ne veulent rien changer et veulent faire taire ceux qui ne se résignent pas.

Alors, le 22 avril, il faut que tous les travailleurs conscients votent et fassent voter pour Nathalie Arthaud !

### • De Bruxelles à l'Élysée

## Une même politique dans l'intérêt des patrons !

(Communiqué)

Le « document de travail » sur l'emploi rendu public par la Commission européenne le 18 avril montre à quel point il n'y a aucune différence de point de vue entre cet organisme et les gouvernements nationaux de l'Europe : tous défendent exclusivement les intérêts du patronat.

Les commissaires proposent – outre les traditionnelles exonérations de cotisations sociales pour les patrons, dont on sait qu'elles rapportent beaucoup à ceux-ci et ne rapportent rien en matière d'emploi – l'instauration d'un smic différencié par branche. Ce qui, en d'autres termes, signifierait la fin pure

et simple de la notion de salaire minimum.

En France, le smic n'est déjà qu'une vue de l'esprit : combien de salariés vivent avec bien moins que les 1 096 euros net, déjà misérables, du smic, qu'ils soient à temps partiel ou qu'ils travaillent dans un secteur

comme l'hôtellerie, où le smic différencié existe déjà ?

Qu'elles viennent de Bruxelles, et puissent ainsi servir de prétexte au gouvernement national, ou qu'elles viennent de l'Élysée, c'est-à-dire de l'annexe du Medef, ce type de propositions iniques devront

être combattues par le monde du travail ! Pour les salaires, il faut le smic à 1 700 euros net et l'indexation des salaires sur les prix. Et pour l'emploi, il faut interdire les licenciements et répartir le travail entre tous, sans baisse de salaire !

Nathalie ARTHAUD

## • François Hollande et le pouvoir d'achat

### Il va « regarder... »

**Le pouvoir d'achat en dégringolade est, avec le chômage, l'un des deux problèmes majeurs des classes populaires en ce moment. Face à cela, Hollande déclare que son calendrier de mesures à prendre est déjà prêt. Mais le contenu de ses propositions est maigre !**

Il avait déjà évoqué l'annulation de la hausse du carburant et de l'augmentation de TVA décidée par Sarkozy. Il avait abordé l'idée d'un encadrement des loyers et des factures d'eau et d'électricité. Une proposition plus concrète a aussi été faite : l'augmentation de 25 % de l'allocation de rentrée scolaire à l'été 2012, soit entre 70 et 80 euros pour les familles qui pourront en

bénéficier. Enfin, interrogé sur RTL le 17 avril, il a cité un éventuel coup de pouce sur le smic, précisant qu'« il y aurait, au-delà de l'indexation sur les prix, à regarder ce qu'il sera possible de faire, puisque le smic n'a pas reçu de coup de pouce depuis au moins trois ans ».

Tout l'engagement de Hollande consiste donc à « regarder ». Quant à tenter de rattraper la perte de pouvoir d'achat

subie sur les salaires et les pensions, cela devra résulter d'une « concertation avec les partenaires sociaux » ! Quand on sait que parmi les « partenaires sociaux » il y a le patronat, on voit ce qu'on peut en attendre. Fixer le smic à un plancher de 1 700 euros net, il n'en est évidemment pas question. Indexer réellement, automatiquement, l'ensemble des salaires et des pensions sur la hausse des prix, pas plus.

Quand on s'appelle Hollande, on ne peut à la fois s'engager à respecter l'ordre social capitaliste, à rembourser la

dette entraînée par les banques et le grand patronat, et en même temps permettre à des millions de travailleurs, retraités et chômeurs de vivre autrement que contraints à compter chaque sou.

Pour un rattrapage de pouvoir d'achat qui devrait être de 300 euros mensuels minimum, pour que les salaires ne soient pas laminés par la hausse des prix, il ne suffira pas de suffrages, même majoritaires. C'est la force collective des classes populaires qui devra s'exprimer.

Viviane LAFONT

## • Élections

### Drôle de démocratie

**On nous présente l'élection présidentielle comme le summum de la démocratie puisque, dit-on, tous les Français, ceux du moins qui sont inscrits sur les listes électorales, ont la possibilité de choisir le futur élu. Tous les Français, peut-être, mais en tout cas pas tous les travailleurs.**

Ceux qui n'ont pas la nationalité française en sont exclus, et ils constituent une partie notable de la classe ouvrière en France.

Mais, au-delà de cet aspect, cette démocratie qu'on nous dit universelle est quelque peu biaisée. Tout d'abord du fait que les grands moyens d'information, la télévision, les radios, la presse écrite sont entre les mains des puissances d'argent, et pas des moindres, comme Dassault, Lagardère, Bouygues. Ou bien ils sont sous la tutelle directe de l'État, c'est-à-dire du parti au pouvoir. La façon dont a été traitée par ces grands médias l'actuelle campagne présidentielle en est une toute fraîche illustration.



Mais la mystification ne s'arrête pas là. Elle se manifeste aussi par le fait que ce scrutin permet d'élire un représentant et un seul, qui peut décider de tout, pendant cinq ans. Cela signifie que les électeurs, qu'ils aient voté ou non pour celui qui a été élu, n'auront plus voix au chapitre jusqu'à l'élection suivante. Ainsi on a élu Sarkozy qui, durant tout le quinquennat, s'est targué de la légitimité du suffrage universel pour décider de tout en faveur des riches, qui a rétorqué à ceux qui le contestaient qu'il disposait de la légitimité, puisque le peuple l'avait choisi.

C'est d'ailleurs la même chose pour les élections législatives puisque, pour chaque

circonscription, il n'y a qu'un seul élu. Ainsi, quand le président ou les députés se disent les représentants de la nation, c'est un raccourci osé, pour ne pas dire un mensonge. Ils ne sont au mieux que les élus de la majorité, de ceux qui ont voté pour eux ; et souvent les élus d'une minorité, si on prend en compte ceux qui ont refusé de voter, les abstentionnistes qui ne sont pas tous des électeurs indifférents.

La duperie fonctionne aussi à un autre niveau. Car si on donne aux électeurs le droit très encadré de choisir parmi ceux qui se présentent à leurs suffrages, on ne laisse aucun moyen de récuser cet élu. Il a les mains libres pour « oublier »

ses promesses. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait les présidents qui se sont succédé, sans exception. De Mitterrand à Sarkozy en passant par Chirac, tous ont trahi leurs engagements. Lorsqu'on nous dit que nous choisissons une politique c'est un bobard, s'il ne s'accompagne pas de la possibilité de révoquer ceux qui manquent à leurs engagements.

La démocratie n'a de sens qu'à condition de disposer des moyens de contrôler ceux à qui on a délégué la défense de ses intérêts. Et ce contrôle suppose impérativement le droit de récuser ceux qui ont failli à leurs engagements.

Jean-Pierre VIAL

## Les salaires doivent être indexés sur les prix !

La consommation de carburant a diminué de 3,5 % en un an. Il y aurait paraît-il le fait que les voitures consomment moins et que les conducteurs conduisent mieux. Il y a surtout le fait que le plein revient de plus en plus cher. C'est vrai pour tout le monde, mais ça n'a pas le même effet pour tous.

Si transporter ou fabriquer les marchandises revient plus cher, les capitalistes peuvent toujours augmenter leurs prix. Si la facture de chauffage collectif augmente, le bailleur augmente les charges. Si le prix du kérosène flambe, les compagnies aériennes augmentent leurs tarifs.

Mais, même si les travailleurs doivent payer plus cher pour se rendre au travail ou faire leurs courses, leur salaire ne bouge pas. Or ils n'ont bien souvent pas le choix. On ne peut faire ses courses qu'à l'hypermarché, en voiture. En dehors des grandes agglomérations, il est le plus souvent impossible de se rendre sur son lieu de travail autrement. Si, par le passé, les usines en campagne organisaient des ramassages en bus, elles ont maintenant tendance à les faire payer ou à les supprimer. Et quand de nouvelles usines sont créées, dans la même région et rayonnant sur le même bassin d'emplois, il n'est plus question de bus. Aux ouvriers d'avoir une voiture !

Et que dire des chômeurs, à qui Pôle emploi propose de faire cinquante kilomètres pour aller se faire dire qu'il n'y a rien. Ou bien de faire des dizaines de kilomètres par jour, pour gagner le smic horaire, autrement dit pour pas grand-chose une fois déduit le prix du transport.

Alors, de même que les patrons augmentent leurs prix quand leurs frais augmentent, les travailleurs doivent voir augmenter leurs salaires, indemnités et pensions quand les prix à la consommation augmentent.

Paul GALOIS

## Fête régionale de Lutte Ouvrière Marseille

Dimanche 13 mai  
à partir de 11 h 30  
Parc de loisirs de Valabre  
à Gardanne



## • Spéculation et dette des États

# Empêcher les banquiers de nuire

De même que la Française des jeux invente sans cesse de nouvelles façons de gratter, les institutions financières imaginent tous les jours de nouveaux instruments de spéculation. Ainsi Eurex, la Bourse de Francfort, propose depuis lundi 16 avril de parier sur les variations de la dette publique française. Le sang patriotique des candidats à Élysée, de Mélenchon à Le Pen, n'a fait qu'un tour.

L'émotion est évidemment tout électorale, car de tels instruments existent déjà, et les spéculateurs sont au premier chef la BNP, le Crédit agricole et les autres du même tonneau bien français. La spéculation sur la dette des États dure depuis aussi longtemps que la dette publique et a fait la fortune de la bourgeoisie nationale depuis qu'elle existe. La dernière période n'a vu que son accroissement démesuré par la magie de l'informatique et de l'abolition des règlements en vigueur depuis la crise précédente. La surabondance de capitaux retirés de la production pour être jetés dans la spéculation a fait le reste.

Pourtant, de Mélenchon promettant d'interdire le contrat Eurex et tous ceux du même type, à Hollande s'engageant à demander au gouvernement allemand de le faire annuler, les autres leur emboîtant le pas, tous ont promis que les marchés ne feront pas la loi... pour peu que les électeurs votent bien. Sauf que la loi du marché ne dépend pas d'une élection et que, quel que soit le résultat du vote, la dette publique restera. Et resteront aussi la puissance de la bourgeoisie qui veut se faire payer,

le droit de propriété qui prime sur tous les autres, l'État pour le faire respecter et la caste politique formée à faire accepter tout cela aux travailleurs, de gré quand c'est possible, de force si c'est nécessaire. Tous ces politiciens qui font mine de s'insurger contre le contrat Eurex s'engagent par avance à honorer cette dette, donc à faire payer aux travailleurs une dette créée et creusée pour les capitalistes.

La comédie sur le dernier petit tentacule poussé à la pieuvre financière ne peut faire oublier que depuis quarante ans tous les gouvernements ont favorisé sa croissance. Tous les gouvernements, y compris ceux des socialistes, qui jouent aujourd'hui les effarouchés, même lorsqu'ils bénéficiaient du soutien ou de la participation de Mélenchon et du PCF, qui posent maintenant aux outragés, ont adopté des mesures facilitant la spéculation. Un contrat du type de celui proposé aujourd'hui par Eurex a déjà existé, créé à la Bourse de Paris sous un gouvernement socialiste. Et ce n'est qu'un exemple.

Sarkozy, qui prétendait aussi il y a trois ans vouloir moraliser le capitalisme, a affirmé ouvertement que la meilleure façon de ne pas être étranglé par les banques, c'est d'étrangler soi-même et par avance les travailleurs afin de pouvoir payer ce qu'elles demandent. Cette spirale n'a pas de fin, comme le montre l'exemple de la Grèce dont la dette augmente en même temps que les sacrifices imposés à la population.

La dette publique sert tout simplement à dépouiller les classes populaires au profit du capital financier. C'est lui qu'il faut exproprier.

Paul GALOIS



## Un prétexte pour rançonner les populations

**Après les deux opérations de la BCE en décembre et février derniers, qui ont consisté à prêter aux banques européennes au total environ mille milliards d'euros pour trois ans au taux de 1 %, les gouvernements et la presse avaient salué le calme retrouvé des marchés financiers et le retour des marchés d'actions à la hausse : la page de la crise financière de la zone euro était-elle parait-il tournée.**

Eh bien, pas pour longtemps. Les banques européennes ont encaissé ce cadeau – faire payer un crédit 1 % quand l'inflation dépasse les 2 %, c'est même plus qu'un cadeau, c'est une subvention ! Et la spéculation a repris de plus belle. Y compris sans doute grâce aux milliards d'euros offerts par la BCE aux banquiers européens.

Depuis un mois, c'est au tour de l'Espagne d'être dans le collimateur et de payer le prix fort pour se financer. Lundi 16 avril, le taux d'intérêt exigé pour les obligations espagnoles à dix ans a dépassé 6 %. C'est la dégradation spectaculaire de la situation économique espagnole qui en fait la cible actuelle de la spéculation.

Pour rassurer les marchés et afficher sa volonté de réduire les déficits publics et le niveau de l'endettement du pays, le gouvernement de droite de Rajoy, arrivé au pouvoir en novembre dernier, avait pourtant annoncé un plan d'économies de 27 milliards d'euros, complété par un programme de dix milliards de coupes supplémentaires dans les dépenses d'éducation et de santé des régions et par une réforme du droit du travail destinée à faciliter les licenciements.

C'était ajouter de nouvelles

mesures d'austérité à celles du gouvernement du socialiste Zapatero qui l'avait précédé. Mais ces mesures d'austérité, présentées comme destinées à « rassurer les marchés », ont l'effet contraire. Elles accroissent le chômage, appauvrissent les populations, plongent l'économie dans la récession et réduisent comme peau de chagrin les ressources des budgets publics. Résultat, le déficit du budget de l'État et son endettement, au lieu de se réduire, ne peuvent que croître.

Ainsi, la dette nourrit la dette, pour le plus grand bénéfice des spéculateurs et, surtout, des banquiers qui ont fait de la dette des États, et des plans d'austérité imposés aux populations sous prétexte de la rembourser, leur principale source de revenus en cette période de crise.

Jean-Jacques LAMY

## • Rémunérations de PDG

# L'arbre et la forêt

**Mardi 10 avril, une centaine de salariés ont manifesté devant le siège parisien de Publicis, pour protester contre le bonus de 16 millions que le conseil d'administration du groupe publicitaire a attribué fin mars à son PDG, Maurice Lévy.**

Les médias ont donc un peu reparlé de ce gros lot scandaleux. Certains l'ont parfois comparé à ce que touchent les salariés du groupe Publicis, telle cette salariée d'une de ses filiales, venue manifester, qui « gagne 1 400 euros net par mois, prime d'ancienneté comprise ».

Du coup, le PDG de Publicis, qui se tenait coi depuis des

semaines, a décidé de se justifier face aux médias, en mettant en cause une « polémique » qui aurait, selon lui, pour but « d'abîmer un travail exemplaire, une entreprise formidable et un patron (...) qui s'est toujours conduit de manière exemplaire ».

Ce monsieur formidable, exemplaire, et modeste faudrait-il ajouter, s'était

récemment déclaré prêt, avec une quinzaine de ses pareils, à payer plus d'impôts. Avec ce qu'il vient de toucher, il en a certes amplement les moyens. Il l'a d'ailleurs reconnu sur RTL : « C'est vrai que c'est beaucoup d'argent et que cela peut être choquant » a-t-il dit, ajoutant dans la foulée : « Mais c'est de l'argent gagné sur la réussite, réussite dont je suis extraordinairement fier (...) pour mon pays, pour mon entreprise, pour mes actionnaires. »

La réussite en question – le chiffre d'affaires de Publicis a

été multiplié par 40 en quinze ans – ses salariés y sont pour beaucoup, même si, en bon PDG, il n'en parle pas. En revanche, il n'oublie pas de saluer ses actionnaires, en indiquant au passage que les 16 millions qu'ils lui ont accordés sont finalement peu de chose. Cela fait « un peu moins d'un demi-centime par euro gagné » par ces mêmes actionnaires, a-t-il précisé.

Autrement dit, quand ce PDG reçoit 16 millions, une somme énorme pour des salariés puisque vingt travailleurs

payés au smic ne gagneront pas autant en toute une vie de travail, ses actionnaires, eux, ont empoché plus de deux cents fois plus que lui !

Cela, même les médias qui ont fait leur titre sur le « bonus doré » du PDG de Publicis se sont abstenus d'en parler. Après tout, si les PDG sont (très) bien payés, c'est aussi pour occuper le devant de la scène, et au besoin faire écran devant ceux qui doivent rester dans l'ombre : leurs propres patrons, les détenteurs du capital.

Pierre LAFFITTE

## • Enseignement

# L'inégalité de traitement augmente

Dix jours avant le premier tour de l'élection, voici un rapport de la Cour des comptes qui ne pouvait tomber plus mal pour le gouvernement. Chiffres à l'appui, il montre que, dans le domaine de l'enseignement comme ailleurs, l'argent est allé aux académies les plus riches au détriment des plus pauvres.

Ainsi l'académie de Créteil, qui regroupe les départements très populaires du nord et de l'est parisiens, se situe au 22<sup>e</sup> rang sur 26 pour la dépense par élève dans le primaire. Dans le second degré, alors qu'elle a accueilli 3 836 élèves supplémentaires à la dernière rentrée, elle perdait 426 postes d'enseignants. En revanche l'académie de Paris, elle, gagnait vingt postes pour mille élèves supplémentaires. L'État dépense près de 50 % de plus pour former un élève parisien qu'un banlieusard. Et la liste est encore longue de ces injustices sociales qui commencent dès la maternelle, puisqu'en Seine-Saint-Denis moins de 1 % des enfants de moins de trois ans sont scolarisés, contre 13,4 % sur l'ensemble du pays.

Le ministère de l'Éducation nationale objecte qu'il est normal que Paris soit mieux doté, puisque c'est là que se trouvent

les classes préparatoires et les professeurs agrégés en fin de carrière, tandis que les enseignants débutants, aux salaires bien inférieurs, sont affectés prioritairement dans les établissements de banlieue. Le ministère avance en outre que les établissements scolaires sont aussi financés par les collectivités locales – ce qui ne fait souvent qu'accroître l'inégalité de départ, les communes ou les départements les moins riches n'ayant pas les moyens de pallier l'injustice dans l'attribution de crédits.

Cette différence de traitement est révoltante. Car c'est



au contraire aux écoles de banlieue, là où les élèves sont les plus pauvres et concentrent des difficultés de tout ordre, économiques, linguistiques ou

culturelles, que l'État devrait accorder le plus de moyens pour tenter de corriger l'injustice sociale.

Marianne LAMIRAL

## • Postes d'enseignants

# Le flou des promesses de Hollande

François Hollande a annoncé la création de mille postes de professeurs des écoles pour la rentrée de septembre. « Nous avons quelques fermetures de postes que nous ne pouvons pas accepter », a-t-il dit mardi 17 avril.

« Quelques » fermetures seulement ? Dans le primaire, 9 000 postes ont été

supprimés en 2011, s'ajoutant aux suppressions des années précédentes, dont 2 500 parmi les Rased, ces réseaux d'aide aux élèves en difficulté. 5 700 sont programmées pour la rentrée de septembre. Hollande compte-t-il simplement réduire ce nombre d'un millier, ou revenir sur l'ensemble des suppressions de postes prévues en septembre ? Il se

garde bien de toute réponse précise.

Mais à ce rythme, s'il veut tenir sa promesse d'avoir remplacé à la fin de son mandat les 66 000 postes supprimés les cinq dernières années dans l'Éducation nationale, il faudrait qu'il soit réélu jusqu'en... 2078.

M.L.

## • Le scandale de l'accueil des enfants handicapés

# Une bouteille à la mer



« J'envoie ce message comme une bouteille à la mer. Cela fait des années que nous, parents d'enfants polyhandicapés, réclamons une véritable reconnaissance de l'état de nos enfants. Je vais vous parler des filles atteintes du syndrome de Rett, et plus particulièrement de ma fille. Au début de leur vie, certaines enfants sont acceptées en crèche et depuis quelques années en maternelle. Pour cela les parents doivent se

battre et faire preuve de volonté et d'endurance. Ensuite, bien que nos filles soient exceptionnelles, l'école primaire et la suite sont aussi inaccessibles que la plus lointaine galaxie. Alors on se met à la recherche d'un établissement spécialisé... Quand comprendra-t-on que nos « enfants adultes » polyhandicapés doivent bénéficier du meilleur et non du pire ?

Il y a eu des progrès au fil des années. Nos enfants sont

reconnus, mais après 20 ans c'est fini, on ne les reconnaît plus... Ils ne sont plus polyhandicapés ? Que s'est-il passé ? Ils marchent ? Non. Ils parlent ? Non. Ils mangent seuls ? Non. Ils ne mettent plus de couches ? Eh bien si. Non, rien n'a changé sinon leur environnement, ils doivent quitter leur établissement où ils sont depuis des années, bien souvent leur famille, pour des établissements non spécifiques, en internat, où le manque de personnel est plus qu'inquiétant... Une AMP (aide médico-psychologique) pour quatre à cinq résidents grabataires. Comment fait-on leur toilette ? Comment les fait-on manger ?

Je n'ai pas voulu mettre ma fille dans ces établissements, je n'ai absolument pas confiance et l'on me culpabilise. Mais le coupable ce n'est pas moi, mais l'État ! Sans un statut qui reconnaît la spécificité de ces ÊTRES HUMAINS EXCEPTIONNELS, nous rencontrons

des barrières partout. »

Anne-Marie U, maman de Ludivine, 29 ans.

Comme le dénonce cette correspondante dans un courrier adressé à Nathalie Arthaud, la situation des handicapés est dramatique en France, et encore plus lorsqu'ils arrivent à l'âge adulte, faute de structures accueillantes et de personnel nécessaire pour s'en occuper de façon humaine. C'est encore pire pour les familles modestes, qui n'ont pas les moyens financiers leur permettant d'avoir une aide pour les épauler.

Depuis dix ans, les promesses en faveur des handicapés n'ont pas manqué, mais elles se sont vite évaporées, le gouvernement choisissant d'aider les banquiers et les grands capitalistes plutôt que les personnes pour qui un handicap rend la vie difficile.

## • Technocentre Renault – Guyancourt (Yvelines)

# La campagne électorale bannie de l'entreprise

Le 12 avril, les organisations syndicales du Technocentre Renault de Guyancourt ont reçu de la direction une mise en garde à propos de « la distribution de tracts politiques en faveur de Lutte Ouvrière au sein de l'établissement ».

Dans sa lettre, on peut lire que « cette recrudescence qui s'inscrit dans le cadre de la campagne présidentielle n'est pas acceptable ».

Ainsi, à dix jours du premier tour des élections, dans un pays qui se proclame démocratique, la direction régionale de ce groupe industriel, où l'État garde une participation importante de 15 %, prétend bannir l'expression politique dans le cadre de la campagne électorale... en tout cas celle de Nathalie Arthaud.

Alors que quotidiennement on entend, on lit et on voit les dirigeants de l'entreprise défendre leur conception de la société, celle du partage – ô combien inégal – des fruits du travail, alors qu'ils diffusent en continu leurs opinions politiques, les salariés ne pourraient pas bénéficier des mêmes droits ?

Le citoyen-PDG Carlos Ghosn s'arroge le droit de transmettre à tous par vidéo, au Technocentre et dans les autres sites, sa conférence de presse du 16 février traitant de la compétitivité comparée des entreprises françaises et allemandes – sujet très politique puisqu'il débouche sur les problèmes de TVA « sociale » et de cotisations patronales. Mais il entendrait s'opposer à l'expression politique des citoyens-travailleurs ?

Autrement dit, aux patrons qui vivent du travail des salariés, toute liberté d'expression, et aux travailleurs, « tais-toi et bosse » ?

Correspondant LO

# La campagne de Nathalie Arthaud



## Nathalie Arthaud au Zénith de Paris, le 15 avril

### Sarkozy, on l'a vu à l'œuvre !

Sarkozy a commencé son mandat en multipliant les cadeaux aux plus riches: allègements d'impôt sur les successions, sur les investissements, sur la fortune. Et, avec la crise, l'unique souci de Sarkozy a été de sauver les banquiers, d'aider les industriels à passer le mauvais cap. Tout ce que ces messieurs ont demandé, ils l'ont eu !

Les travailleurs, en revanche, n'ont reçu que des coups. La « réforme des retraites », avec l'obligation pour les salariés de travailler plus longtemps et pour une pension moindre. Des dizaines de milliers de suppressions d'emplois dans les services publics, ce qui vaut au gouvernement d'avoir été le plus grand licencié du pays. Les plans d'austérité qui ne disaient pas leur nom. Les innombrables coups de canif aux droits sociaux.

De tout cela, Sarkozy est très fier, et s'il est réélu, il nous promet de continuer, au nom de la lutte contre les déficits, avec ce qui n'est rien d'autre qu'un troisième plan de rigueur.

Avoir supprimé 80 000 postes dans l'éducation ne lui suffit pas, il veut continuer ! Et il promet aussi de nouveaux sacrifices dans la santé. Mais des milliers de postes de personnel hospitalier ont déjà été supprimés, avec pour conséquence des milliers de lits d'hôpitaux en moins, la fermeture de services entiers de maternités ! Oui, se soigner coûte de plus en plus cher et c'est devenu un problème pour beaucoup. (...)

### Quel « bon gouvernement de gauche » ?

Mais si les dirigeants socialistes reviennent au pouvoir, qu'est-ce qu'ils feront ? Est-ce qu'ils empêcheront le patronat de licencier, de fermer des entreprises ? Est-ce qu'ils l'obligeront à augmenter les salaires ? S'il est élu, est-ce que Hollande forcera le patronat à embaucher ?

Non, il ne le fera pas ! Et pas seulement parce que dans cette campagne il ne l'a pas promis, mais parce qu'au pouvoir les socialistes ont toujours laissé les patrons faire ce qu'ils voulaient !

Le seul engagement ferme que Hollande a pris est vis-à-vis des banquiers. Il insiste, comme Sarkozy, sur la nécessité de revenir à l'équilibre des comptes et de rembourser la dette de l'État au plus vite, quand bien même cette dette est celle de la bourgeoisie et que ce devrait être à elle de la rembourser ! (...)

Hollande a tenu pendant la campagne à rappeler aux financiers de la City de Londres que la gauche au pouvoir s'est toujours montrée bonne gestionnaire, qu'elle a même su privatiser et libéraliser la finance !

Eh bien tout est dit : si futur gouvernement socialiste il y a, il fera ce que la finance imposera. Si Hollande est élu, les sacrifices continueront. Les coups, au lieu de venir de la droite, viendront de la gauche.

Alors, si les travailleurs ont toutes les raisons d'exécuter Sarkozy, ils n'en ont aucune de faire confiance à Hollande.

Au fond, le seul atout de Hollande aux yeux de l'électorat populaire, c'est qu'il passe pour être celui qui peut battre

Sarkozy. Pour le reste, il ne se fait guère d'illusions sur lui.

C'est cette réticence à s'aligner derrière Hollande qui fait la fortune de Mélenchon. Mais tout le monde sait que, si c'est précisément cette différence avec Hollande, son radicalisme verbal, qui lui attire des électeurs, il apportera son électorat à Hollande et il s'inscrira dans la majorité gouvernementale.

Que Mélenchon ou ses compagnons de route du Parti communiste participent ou pas à un futur gouvernement d'Union de la gauche, cela ne rendra pas la politique de Hollande meilleure. Ils auront seulement contribué à remplacer, auprès d'une fraction de l'électorat, les illusions dans Hollande par les illusions dans Mélenchon.

Plus la crise s'aggrave, moins il y a de place pour un « bon gouvernement de gauche » qui, au moins sur certains points, protégerait les travailleurs. Il n'y a qu'un gouvernement de combat de la bourgeoisie.

Ce qui s'est passé en Grèce avec le gouvernement socialiste de Papandréou et en Espagne avec Zapatero doit nous servir de leçon. Le capital financier n'a laissé aucune échappatoire, aucune marge de manœuvre, à ces gouvernements de gauche.

Il n'en laissera pas plus en France.

### Ce sont les capitalistes qui décideront

Les grands candidats nous amusent, avec leurs programmes électoraux chiffrés, avec leur calendrier précis. Pas un de ces programmes ne sera appliqué ! Le seul programme qui sera réellement appliqué est celui dont on ne peut pas

discuter, sur lequel on ne peut rien dire, parce qu'il est décidé dans le secret des conseils d'administration des grandes entreprises et des banques.

Les grands groupes ont leurs plans déjà tout fait pour les mois à venir. Chez Peugeot, à la Société générale, chez Vinci, Air France, à la SNCF, chez Total.

ArcelorMittal a décidé de fermer Florange, Peugeot a décidé de fermer l'usine d'Aulnay-sous-Bois. Mais combien d'autres plans de licenciements sont déjà planifiés ? Combien de plans d'économies qui aggraveront les conditions de travail, qui écraseront les salaires ?

Et il n'est malheureusement pas difficile pour les travailleurs de prévoir qu'une fois l'élection terminée, ces mêmes grands groupes continueront les plans de licenciements.

Sarkozy a déclaré : « L'entreprise n'est pas notre ennemie, c'est l'endroit où l'on crée la richesse. La lutte des classes, la

guerre de classes, cela n'existe plus. » Les travailleurs sont bien placés pour savoir que, oui, c'est l'endroit où se créent les richesses, parce que ce sont eux qui les suent ces profits.

Et ils sont bien placés pour voir aussi que, plus ils en créent, des richesses, plus ils triment, plus ils vivent mal. La lutte de classe, ils la vivent au quotidien ! Avec la crise, elle s'est aggravée et elle deviendra de plus en plus dure, de plus en plus implacable, alors les travailleurs doivent se préparer à en découdre.

Les conséquences de la crise seront forcément payées par quelqu'un. Si nous ne voulons pas que ce soit les travailleurs qui payent il faut nous battre pour revendiquer notre dû et il faudra faire payer la bourgeoisie. C'est leur Cac 40 ou c'est nos emplois. C'est leurs profits ou c'est nos salaires. C'est leurs sinécures ou c'est nos retraites. C'est eux ou c'est nous !

Suite en pages 8-9.

## La campagne officielle

Les émissions de 3 minutes 30 secondes seront diffusées :

- sur France 2 à partir de 9 h 10
- sur France 3 avant le journal de 12 h
- sur France Ô vers 7 h 40 (7 h 30 le samedi)
- sur Outre-mer Première à 13 h 15 en Guadeloupe, 7 h 25 en Martinique, 13 h 25 en Guyane et vers 8 h à La Réunion
- sur France Inter après le journal de 23 h 15

Les émissions de 1 minute 30 secondes seront diffusées :

- sur France 2 à partir de 20 h 40
- sur France 3 avant Soir 3
- sur France 4 vers 20 h 15
- sur France Ô vers 12 h 15
- sur France Outre-mer Première à 20 h en Guadeloupe, 19 h 55 en Martinique et Guyane, vers 13 h pour La Réunion.
- sur France Inter vers 14 h

Jeudi 19 avril : longue - courte

Vendredi 20 avril : longue - courte





### • ArcelorMittal Florange (Moselle)

# C'est Mittal qui menace les travailleurs !

À Florange, la mobilisation continue contre la fermeture des hauts fourneaux. Après la manifestation devant le QG de campagne de Nicolas Sarkozy et la marche sur Paris début avril, l'intersyndicale d'ArcelorMittal a de nouveau occupé le portier des grands bureaux et y a installé, lundi 16 avril, un «village gaulois» avec tentes et tables, pour inviter au débat et à venir les soutenir. Le groupe Zebda a annoncé sa venue.

La direction, quant à elle, a eu le culot de porter plainte contre trois travailleurs, convoqués au commissariat de Thionville pour «menaces de mort proférées à l'endroit d'un responsable de la sécurité et de plusieurs vigiles». Comme par hasard, les trois manifestants

incriminés sont les trois marcheurs qui ont été les plus médiatisés lors de la montée sur Paris.

Bien sûr, dans cette société, fermer des usines, mettre au chômage des centaines de travailleurs pour faire davantage de profits, cela n'est pas

considéré comme un délit. Menacer de fermeture les hauts fourneaux et l'aciérie, étrangler les entreprises extérieures et renvoyer tous les intérimaires, cela est tout à fait normal. Par contre, dès l'instant où les travailleurs se rebellent, ce sont eux que l'on traite comme des délinquants ! Tout comme il y a trois ans, lorsque Mittal avait annoncé la fermeture de l'aciérie de Gandrange. Des travailleurs avaient été convoqués à la gendarmerie, accusés d'avoir saccagé le bureau du directeur... alors que Mittal saccageait, lui, toute l'usine !

En tout cas, cette péripétie judiciaire n'a pas entamé la détermination des sidérurgistes mobilisés. Des actions sont prévues, comme le 25 avril, où l'intersyndicale manifestera au siège d'ArcelorMittal à Saint-Denis lors d'un Comité central d'entreprise. Pour le 1<sup>er</sup> mai, un rassemblement est en préparation.

Les syndicats de Florange avaient promis qu'ils seraient le cauchemar de Sarkozy. Jusqu'à maintenant, contrairement à lui, ils ont tenu leurs promesses !

Correspondant LO

### • Sodimédical – Plancy (Aube)

## Le Conseil municipal de Troyes refuse sa solidarité

Lundi 17 avril, le Conseil municipal de Troyes dans sa grande majorité et sous la houlette de Baroin, maire et ministre de Sarkozy, a voté contre la motion présentée par Anna Zajac, conseillère municipale PCF.

Cette motion, comme nombre de motions, affichait sa solidarité avec les salariés de Sodimédical en lutte pour leurs emplois et leurs salaires, non versés depuis plus de six mois. Ces motions ont pourtant été déjà votées par plusieurs Conseils municipaux du département, mais pas par celui de Troyes, sous prétexte que cela serait légalement impossible. C'est un mensonge de plus, qui vient s'ajouter à celui de prétendre que le groupe Lohmann & Rauscher, dont dépend Sodimédical Plancy, avait proposé un «chèque à la valise» très important qui aurait été refusé par les salariés et leur conseil juridique.

Baroin a aussi osé prétendre avoir créé une cellule de crise avec les banques pour prendre des mesures en faveur des salariés sans salaire. C'est faux :



Les travailleuses de Sodimedical assistant au conseil municipal.

les salariés n'ont cessé d'être importunés avec des mesures coercitives prises par leurs banques, dont chacune annonçait ignorer complètement une telle structure.

Ces hypocrites prétendent se retrancher derrière la justice, qui devrait rester souveraine et à laquelle ils ne voudraient pas se substituer. Mais justement, toutes les décisions de justice qui ont été prises, presque toujours en faveur des salariés en lutte, n'ont jamais été exécutées.

Le ministre Baroin n'ignore pas que le président-candidat Sarkozy, aujourd'hui auto-déclaré sauveur d'entreprises,

n'a toujours pas répondu aux multiples sollicitations, depuis deux ans quand même, demandant à l'État d'intervenir. Il a donc donné cette fois une réponse, expliquant que, les salariés de l'usine de Plancy de Lohmann & Rauscher n'étant ni licenciés ni dans une entreprise en redressement ou liquidation judiciaire, les pouvoirs publics ne pouvaient pas intervenir comme à Lejaby ou au Sernam. Baroin a même osé dénoncer la récupération politique que feraient les partis de gauche en soutenant les salariées de Lohmann & Rauscher, alors qu'elles profitent de cette

période électorale pour populariser leurs actions. C'est un comble !

Ainsi, dans la confortable salle du conseil de la mairie de Troyes, notables et autres défenseurs du capitalisme se sont affichés hostiles à tout soutien envers des travailleurs en lutte.

Les travailleurs de Sodimédical, en lutte pour leurs emplois et leurs salaires, ne peuvent compter que sur le soutien du monde du travail, qui se manifeste largement lors des collectes devant les entreprises, les grandes surfaces ou lors de manifestations populaires.

Correspondant LO

### • ADPA Grenoble

## La lutte a payé

Après dix-sept jours de grève, du 26 mars au 12 avril, les salariées de l'ADPA (Association d'aide à domicile des personnes âgées) du sud de l'Isère ont repris le travail, après avoir fait reculer leurs employeurs, en particulier le Conseil général, principal financeur de l'association.

En effet ce dernier comptait imposer la nouvelle convention collective, qui remet en cause les maigres acquis de ces travailleuses qui assurent quotidiennement un service d'aide à domicile et de soins auprès des personnes âgées ou handicapées. Les salaires sont au minimum, avec des temps partiels imposés, des horaires décousus, parfois le week-end, et des trajets à rallonge mal remboursés.

Une centaine de grévistes – deux cents la première semaine – déterminées et actives ont tenu bon, face à des élus sourds à leurs revendications, qui ressassaient la nécessité des sacrifices face à la crise et la baisse des budgets de l'État.

Il est vrai que celui-ci est le premier responsable de l'austérité imposée aux collectivités locales. Mais que dire d'un Conseil général qui applique sans broncher ces directives et sait par contre se montrer attentif et généreux avec les patrons de l'Isère, à qui il a accordé et accorde encore des subventions par millions d'euros ?

Reçues à la fin du mouvement par André Vallini, sénateur socialiste et président du Conseil général, les grévistes ont obtenu le maintien de la majoration des heures de nuit à 25 %, de la récupération des jours fériés, des trois jours de fractionnement transformés en jours pour pénibilité et, fait nouveau, l'extension de cette mesure aux 14 autres associations d'aide à domicile du département. Seul le retrait de l'application de trois jours de carence maladie pour le personnel administratif, soignant et encadrant, n'a pas pu être obtenu.

Face au mépris de l'État mais aussi de certains élus de gauche, ces travailleuses ont su se faire respecter. Un exemple à suivre.

Correspondant LO

### • STMicroelectronics

## Il faut tout leur expliquer

Les négociations sur les salaires au sein du groupe riche STMicroelectronics s'étaient conclues sur la proposition patronale suivante : aucune augmentation générale, mais augmentation «au mérite» de 2,5 % en moyenne.

En revanche le PDG de cette entreprise du CAC 40

vient d'augmenter son salaire de 73 % en 2011. Les bénéficiaires, qui sont de 650 millions de dollars, ont permis aux actionnaires de toucher 360 millions de dollars de dividendes, en hausse encore cette année. Par contre, pour les salariés, c'est la pression pour la productivité et plusieurs semaines de chômage

partiel depuis fin 2011.

Mécontents de cette situation, les opérateurs et techniciens en fabrication des usines de Crolles près de Grenoble et de Rousset près d'Aix-en-Provence ont démarré des débrayages et des blocages de la production, avec pour revendication principale une augmentation

de 100 euros pour tous. Après deux semaines et demie de conflit, la direction a lâché 70 euros pour tous les opérateurs et techniciens.

Il y en a qui ne comprennent pas tout de suite ce que veut dire «exigences des travailleurs», mais le tout est de leur expliquer clairement.

Correspondant LO

### • Fonderie du Poitou Aluminium – Ingrandes (Vienne)

# Sarkozy en visite Le cinéma n'est plus ce qu'il était

**Lundi 16 avril, le candidat-président Sarkozy, en campagne dans la Vienne, en a profité pour tenter un coup médiatique en venant à la Fonderie du Poitou Alu (FDPA).**

Propriété du groupe Montupet, après avoir été cédée par Renault à la fin des années 1990, puis être passée dans les mains de plusieurs patrons et fonds d'investissement, la fonderie a connu une grève de huit semaines à l'automne dernier contre un plan de compétitivité qui prévoyait de baisser les salaires de 25%. Les fondeurs ont imposé le retrait du plan patronal, mais Montupet s'est alors déclaré en cessation de paiement. Depuis, FDPA vit sous le régime du redressement judiciaire. Divers repreneurs potentiels se sont manifestés mais, à l'approche de la date butoir fixée au jeudi 19 avril par le tribunal de commerce de Nanterre, un seul restait semble-t-il sur les rangs, le groupe de fonderie Saint Jean Industries, basé dans la région lyonnaise.

Sollicitée par les services de la présidence de la République, la direction de transition de la fonderie s'est montrée dévouée: les horaires des différentes équipes de jour et de nuit ont été modifiés de sorte que nul n'échappe à Sarkozy, un atelier a été réservé à sa prise de parole. La politique, on le sait, n'est interdite qu'aux travailleurs dans

l'enceinte des entreprises!

Sarkozy avait fait sa part, embarquant dans l'aventure Raffarin, Besson, et Rachida Dati, flanqués de ce qu'il faut de journalistes. Restait juste à trouver quoi dire aux travailleurs de la fonderie, qui n'ont évidemment pas oublié avec quelle rapidité le Sarkozy de 2008 s'était assis sur ses grandiloquentes promesses faites aux sidérurgistes de Gandrange.

Sans beaucoup d'illusions, les travailleurs se disaient que Sarkozy n'oserait tout de même pas venir faire tout ce cirque s'il n'avait pas quelque annonce nouvelle dans la manche. C'était sous-estimer l'illusionniste, qui n'hésita pas à clamer que la fonderie était sauvée, en apportant pour toute information ce que tout le monde savait déjà: un repreneur est là, Saint Jean Industries, qui sera sans doute, sinon peut-être, accepté par le tribunal de commerce. Quid des emplois? Une soixantaine des quelque 450 salariés vraieraient leur emploi supprimé, sans que l'on sache qui ni à quelles conditions. Mais Sarkozy n'y voit aucun problème, puisqu'il y aurait «des primes extra-légales».

Et Renault, l'ex-proprétaire de la fonderie qu'il créa en 1980, Renault vers lequel partent 85% des culasses produites à FDPA, pourquoi l'État actionnaire ne pèserait-il pas pour obtenir la réintégration de



la fonderie en son sein, comme le demandent les travailleurs et les syndicats? «Renault ne veut pas vous reprendre, et je n'ai pas de pouvoir sur Renault», répondit Sarkozy qui, faute de grives, proposa de manger du merle: on peut avoir confiance, Saint Jean Industries est une entreprise «familiale», et un industriel de l'automobile de surcroît.

Voilà qui rassure en effet, quand on sait que Montupet était lui aussi un «pur» fondeur! Et davantage encore quand on apprend que Saint-Jean-Industries n'a pas hésité en 2009 à jeter à la rue les 109 salariés de sa fonderie de Vénissieux, après en avoir déjà éjecté 200 lors du rachat en 2005!

Dans l'attente de la décision du tribunal de commerce, et

tout en maintenant leur revendication d'une reprise par Renault qui porte la responsabilité première de leur situation, les travailleurs d'Ingrandes ne baissent pas la garde.

Ils l'ont montré dès que Sarkozy eut tourné les talons, en refusant spontanément de reprendre le travail à 18h et en débrayant le reste de la soirée.

**Correspondant LO**

## Un licenciement bien connu à Vénissieux

Nicolas Sarkozy a annoncé que le repreneur des Fonderies du Poitou pourrait être Saint Jean Industries. Ce groupe originaire de Saint-Jean-d'Ardières, près de Belleville-sur-Saône, toucherait à cette occasion 12 millions d'euros de la part de l'État, en ne reprenant que 392 salariés sur 455, avec une garantie de commandes de Renault jusqu'à 2015 seulement.

Saint Jean Industries avait racheté en 2005 les fonderies aluminium

Duranton-Sicfond de Vénissieux, en supprimant déjà 137 emplois. Mais quand en 2009 le principal client de cette fonderie, Renault Trucks, a décidé d'aller se fournir en Inde, Saint Jean Industries a purement et simplement fermé l'usine en licenciant les 108 salariés. Malgré une grève d'un mois en janvier 2009, les travailleurs n'ont pas pu empêcher la fermeture, et il n'y pas eu de repreneur.

Saint Jean, qui a des usines dans différents pays et était

largement bénéficiaire, aurait pu chercher d'autres clients et répartir le travail entre ses différentes fonderies, pour maintenir l'usine et les emplois. Mais il a préféré au contraire répartir ailleurs le travail restant de Vénissieux, et fermer.

Alors les travailleurs des Fonderies du Poitou ont toutes les raisons de se méfier de Saint Jean s'il devient leur nouveau patron!

**Correspondant LO**

### • Durisotti – Sallaumines (Pas-de-Calais)

# Non aux suppressions d'emplois!

**Samedi 14 avril, 250 manifestants, salariés de l'entreprise Durisotti, famille et amis venus les soutenir, se sont retrouvés à Sallaumines (Pas-de-Calais). Cette entreprise de 350 salariés, qui transforme des véhicules en voitures de pompiers, ambulances, véhicules de gendarmerie, véhicules pour artisans, a été mise en redressement judiciaire. Les salariés tenaient à dire au patron, qui évoque déjà des suppressions d'emplois, qu'ils ne se laisseraient pas faire.**

Des sacrifices, les travailleurs en font déjà depuis 2010, avec 70 licenciements. La région est déjà durement touchée par le chômage, des licenciements en plus seraient une catastrophe. Pourtant, selon le patron lui-même, «le carnet de commandes est plein» et ces six derniers mois la productivité n'a jamais été aussi forte.

Aujourd'hui, il demande aux salariés de lui faire confiance, mais, jusqu'au dernier moment, la direction a caché la situation.

Pourquoi Durisotti a-t-il des difficultés de trésorerie? Pendant des années les actionnaires, notamment le patron et sa famille, s'en sont mis plein les poches, ont endetté l'entreprise pour se verser des millions et

n'ont rien prévu pour assurer les périodes de creux.

Et, au-delà de cette distribution d'argent révoltante, il y a l'État qui réduit les budgets des services publics. Ses commandes en véhicules utilitaires ont été divisées par deux. Quant aux constructeurs automobiles, PSA et Renault en tête, avant la crise ils s'enrichissaient en sous-traitant les transformations à Durisotti. Aujourd'hui, il est possible qu'ils se réorganisent et reprennent une partie de la production, menaçant leurs salariés comme ceux des sous-traitants, malgré les milliards qu'ils ont en caisse.

L'État a trouvé des milliards pour sauver les banques et les



constructeurs automobiles. Cet argent doit servir à maintenir tous les emplois. On ne peut accepter qu'au bout de la chaîne les travailleurs de la sous-traitance soient jetés à la rue! Il faut savoir quels sont les plans des constructeurs et du patron,

quelles commandes sont prévues, où en sont les comptes. Toutes ces informations que les patrons essaient de garder secrètes, il faudra les obliger à les révéler et, en tout cas, il faut se préparer à se défendre.

**Correspondant LO**

### • Centrale nucléaire de Cattenom (Moselle)

# Les sous-traitants en ont assez d'être maltraités

Lundi 16 avril, la très grosse majorité de la centaine de travailleurs de l'entreprise sous-traitante SPIE-DEN se sont mis en grève illimitée sur le site nucléaire de Cattenom. Le lendemain, ils faisaient une opération escargot sur la route menant à la centrale, provoquant d'immenses embouteillages. Dans l'Est, la mobilisation a touché aussi la centrale de Fessenheim.

Les revendications de ceux que l'on appelle les nomades du nucléaire portent sur les conditions de vie et de travail. Les jeunes sont mobilisés contre les conditions de déplacement et de logement car ils se retrouvent éloignés de leur famille, logés quelquefois à plusieurs par chambre. La CGT réclame une indemnité de grand déplacement unique de 120 euros par jour, quelle que soit la convention collective.

Mais au-delà de ces

revendications immédiates, le ras-le-bol est profond. Les sous-traitants sont 35 000 à travailler de centrale en centrale nucléaire. Ils sont mal payés, avec des salaires qui avoisinent souvent le smic, mal logés dans leurs déplacements à travers le pays, et mal considérés, avec des horaires qui changent sans cesse.

Sur France 3, un prestataire – c'est ainsi que l'on nomme les sous-traitants – racontait qu'il était à Cattenom normalement

jusqu'à fin mars, mais que cela avait été reporté à fin avril puis à mi-mai. Avec toutes les difficultés de vie de famille et les problèmes de logement que cela pose.

Mercredi 18 avril, la CGT avait prévu de longue date une mobilisation nationale des salariés du nucléaire – salariés d'EDF ou prestataires – avec des arrêts de travail et un rassemblement à Saint-Denis devant le siège d'EDF.

La CGT réclame un statut des prestataires, avec un suivi médical unique par la médecine des sites nucléaires ainsi qu'une baisse de la dose annuelle de radioactivité admissible de 20 à 10 mSV. Ils subissent 80 % des risques professionnels et la CGT revendique également la

reconnaissance des contaminations internes et externes en accident de travail.

La direction d'EDF se défend de tirer tout vers le bas, en disant qu'elle ne sélectionne pas les entreprises moins disantes mais les mieux disantes. Il n'en reste pas moins que les conditions de vie, de travail et de salaire des prestataires se dégradent année après année, dans un contexte où le donneur d'ordres, EDF, veut réduire au maximum ce que l'on appelle les arrêts de tranche: un réacteur à l'arrêt est un réacteur qui ne produit pas de courant et, surtout, pas d'argent pour l'entreprise capitaliste qu'est devenue EDF.

Étienne HOURDIN

### • SET - Pierrelatte (Drôme)

# Aucune raison que seul l'uranium s'enrichisse

Les travailleurs de la Société d'enrichissement du Tricastin (SET), filiale d'Areva, sont en grève depuis la fin mars. Lundi 16 avril, ils sont entrés dans leur quatrième semaine de grève.

Ils revendiquent, entre autres choses, une prime pour compenser les efforts fournis depuis quatre ans afin de permettre l'ouverture de la nouvelle usine d'enrichissement d'uranium Georges-Besse II, qui remplace l'ancienne usine Georges-Besse I qui va arrêter de produire courant mai 2012.

Face au refus de la direction d'Areva de céder à leurs revendications, les travailleurs de la SET ont décidé de bloquer et de filtrer l'accès aux trois entrées de l'immense site du Tricastin.

Le trust Areva, qui a fait de confortables bénéfices ces dernières années, a largement les moyens de satisfaire les revendications des grévistes. En refusant de céder, il perd d'ailleurs, d'après les syndicats, 500 000 euros tous les jours. Mais en lâchant, il prendrait le risque de montrer à tous les autres salariés d'Areva travaillant sur le même site à Eurodif, Cogema et Comurhex, qu'il y a de l'argent pour les salaires et qu'il est possible d'obtenir satisfaction.

En s'en prenant à un trust de la taille d'Areva, les 300 travailleurs de la SET savent qu'ils s'attaquent à forte partie. Mais ils ne supportent plus de voir leurs revenus baisser et leurs conditions de travail se dégrader. Ils ne supportent plus de ne pas avoir les mêmes conditions d'embauche et de salaire que



leurs collègues d'Eurodif et ils sont inquiets pour l'emploi et les conditions de travail. Car s'il y a actuellement plus de mille salariés embauchés dans l'usine Georges-Besse I en cours de fermeture, il n'y en aura plus que 400 dans la nouvelle usine Georges-Besse II. Il est prévu qu'une partie des travailleurs de Georges-Besse I parte en pré-retraite et qu'une autre partie

s'occupe du démantèlement des installations. Par ailleurs, la totalité de la maintenance doit être cédée au privé.

Pas étonnant que, dans ces conditions, la moutarde soit montée au nez des travailleurs de la SET. Et même s'ils sont conscients que leur combat est difficile, ils n'ont pas envie de se laisser faire.

Correspondant LO

### • Main Sécurité – Dunkerque et Mardyck

# La direction a reculé

Le 6 mars, la direction de l'entreprise Main Sécurité, qui assure le gardiennage sur les sites d'ArcelorMittal Dunkerque et Mardyck, mettait à pied onze travailleurs et les menaçait de licenciement.

Elle les accusait d'être restés dans leur poste de garde et de ne pas avoir effectué tous les contrôles alors qu'une tempête faisait rage. En fait, elle

s'en prenait à des travailleurs qui, quelques jours auparavant, avaient fait grève pour une augmentation de 80 euros brut.

Les travailleurs menacés n'ont pas baissé les bras. Ils ont campé jour et nuit à proximité de l'entrée de l'usine. Ils ont eu le soutien de l'union locale CGT de Dunkerque, des sections CGT d'ArcelorMittal, de

militants de gauche et d'extrême gauche. Cela a pesé pour obliger les patrons de Main Sécurité, mais aussi d'ArcelorMittal sans qui rien ne se fait, à revenir sur les menaces de licenciement.

La sanction a été ainsi ramenée à six jours de mise à pied pour les travailleurs en CDI et à trois jours pour ceux en contrat d'apprentissage. Cela

reste évidemment une injustice, mais c'est aussi un recul important des patrons.

Tous ont repris le travail le lundi 16 avril en étant payés, moins les jours de mise à pied, en « absence autorisée et compensée ». Grâce aux collectes qui ont lieu à ArcelorMittal et à la solidarité financière, ils devraient avoir leur paie complète.

Correspondant LO

### • Hôpital Pitié-Salpêtrière Paris 13<sup>e</sup>

# L'AP-HP a des logements, mais pas pour son personnel

Mardi 10 avril, un rassemblement a été organisé par la section syndicale CGT devant l'entrée de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, qui fait partie de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP). Des délégués et des hospitaliers ont dressé des tentes, planté des panneaux et mis des banderoles sur lesquelles on pouvait lire: « un logement décent pour tous et réquisition des logements vides ».

Il s'agissait de dénoncer le fait que de nombreux salariés hospitaliers ont des problèmes de logement, même en étant fonctionnaires dans un gros établissement public. Après avoir rempli depuis longtemps un dossier de demande, ils sont toujours en attente d'un logement de l'AP-HP. Certains sont logés dans des chambres d'urgence de 9 m<sup>2</sup> moyennant plus de 400 euros de loyer, d'autres dans le privé mais ils ne peuvent plus honorer leur loyer vu les salaires de la fonction publique hospitalière. D'autres encore sont hébergés dans leur famille.

L'AP-HP a pourtant un parc immobilier immense, et surtout des appartements vides. C'est cela qui met tout le monde en colère. La direction centrale n'affecte pas ses logements à ceux qui en ont besoin et qui ont des bas salaires. Elle choisit de ne pas entreprendre de travaux d'entretien et de rénovation dans les appartements destinés au personnel, préférant vendre ces logements à bon prix pour financer ses déficits.

Les participants au rassemblement étaient assez satisfaits de voir la direction troublée dans sa quiétude: elle a défilé en ordre dispersé pour voir ce qui se passait et demander ce que voulaient les salariés. Maintenant elle est renseignée.

Correspondant LO

### • PSA – Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)

## Contre la fermeture programmée

# Un petit succès de la mobilisation

Depuis juillet 2011, les travailleurs d'Aulnay-sous-Bois se mobilisent contre la fermeture annoncée de l'usine. Après plusieurs débrayages, une manifestation dans les rues d'Aulnay, des démonstrations devant le siège de PSA à Paris, les ouvriers avaient prévu d'aller manifester devant le QG de Sarkozy, dès le vendredi 23 mars.

Cela inquiéta alors suffisamment les pouvoirs publics pour qu'ils cherchent à l'éviter à tout prix en promettant qu'une délégation serait reçue le même jour à Bercy, au ministère de l'Économie. Plusieurs centaines d'ouvriers se rassemblèrent donc pour y accompagner leur délégation reçue par des représentants de Sarkozy et du gouvernement. Et, toujours pour éviter une manifestation devant le QG de Sarkozy, ces représentants du gouvernement promirent une autre réunion, cette fois à la préfecture de Seine-Saint-Denis.

Le vendredi 30 mars, le préfet de Seine-Saint-Denis présidait donc à Bobigny une réunion avec un directeur de PSA, des représentants des syndicats de l'usine et des élus locaux. Le

gouvernement brillait par son absence. On était encore loin de la réunion tripartite demandée par les ouvriers de PSA – avec un représentant du gouvernement, la direction de PSA et les syndicats – pour que soit signée une garantie du maintien des emplois au moins jusqu'en 2016 et l'attribution d'un nouveau véhicule. Quant aux discours tenus pendant cette réunion, ils ne visaient qu'à essayer de les endormir. Au milieu des bavardages sur la compétitivité, le directeur de PSA osa affirmer qu'il n'y aurait peut-être pas de remplaçant au véhicule C3 et que la direction ne pouvait rien prévoir à l'horizon 2014. Le mensonge était tellement gros que même les élus socialistes essayèrent de dire à ce directeur arrogant qu'il pourrait au

moins y mettre du sien pour faire croire à la bonne volonté de la direction!

Finalement, tout ce que le préfet put proposer était une nouvelle réunion en juin, afin de ne pas déranger le bon déroulement des élections. Bref, il fallait que les ouvriers menacés de licenciement se taisent pendant les élections.

Au moins, cette réunion montra l'attitude arrogante et méprisante de la direction et elle a convaincu plusieurs centaines d'ouvriers de la nécessité de se battre contre la fermeture, sans attendre un geste du côté du patron. Jeudi 12 avril, c'est donc à plus de 400 que les travailleurs décidèrent d'aller manifester devant le QG de Sarkozy. Leur détermination eut raison de la surdité du gouvernement, puisque la veille au soir le préfet annonça finalement que Sarkozy lui-même recevrait une délégation.

Cela a été ressenti par tous les travailleurs comme un premier pas. Bien entendu, à

cette réunion, Sarkozy ne proposa rien, ne promit rien de concret. En revanche, il établit, avec beaucoup de fierté, la liste des cadeaux qu'il avait offerts à PSA. Mais il ne sut plus quoi répondre quand un membre de la délégation lui fit remarquer qu'avec tout cela il avait donc les moyens d'imposer le maintien des emplois à la direction de PSA.

Face à la mobilisation des ouvriers, Sarkozy a quand même dû prévoir la tenue d'une véritable réunion tripartite, qui devait se tenir mercredi 18 avril, en présence du ministre de l'Industrie comme le demandaient les grévistes.

Tout reste encore à faire

encore pour empêcher la fermeture de l'usine d'Aulnay. Bien des travailleurs sont conscients qu'avoir obtenu cette réunion est un premier pas mais qu'il faudra considérablement étendre et renforcer la mobilisation pour forcer PSA à signer un accord de maintien de l'emploi.

Les travailleurs devront utiliser leur force, leur nombre afin de contraindre le patron à céder. Mais les petits reculs de la partie adverse sont des étapes dans la mobilisation et la lutte, et sont des encouragements à la poursuivre contre les attaques de la direction.

Correspondant LO

### • PSA – Sochaux

## Le renvoi de 350 intérimaires

# « Travailler moins pour travailler tous ! »

À Sochaux, la direction a prévu de renvoyer d'ici juillet 350 intérimaires, sur les 1 700 qui travaillent dans les ateliers. Les rythmes de travail, déjà à la limite du supportable aujourd'hui, seront encore intensifiés malgré des prévisions de production revues, en partie, à la baisse.

Sur les 3 000 ouvriers du Montage, dont plus d'un tiers est en intérim, les 5 et 6 avril 250 travailleurs intérimaires et embauchés ont arrêté le travail, à l'appel de la CGT, sur les trois postes. Ils ont protesté ensemble contre les renvois

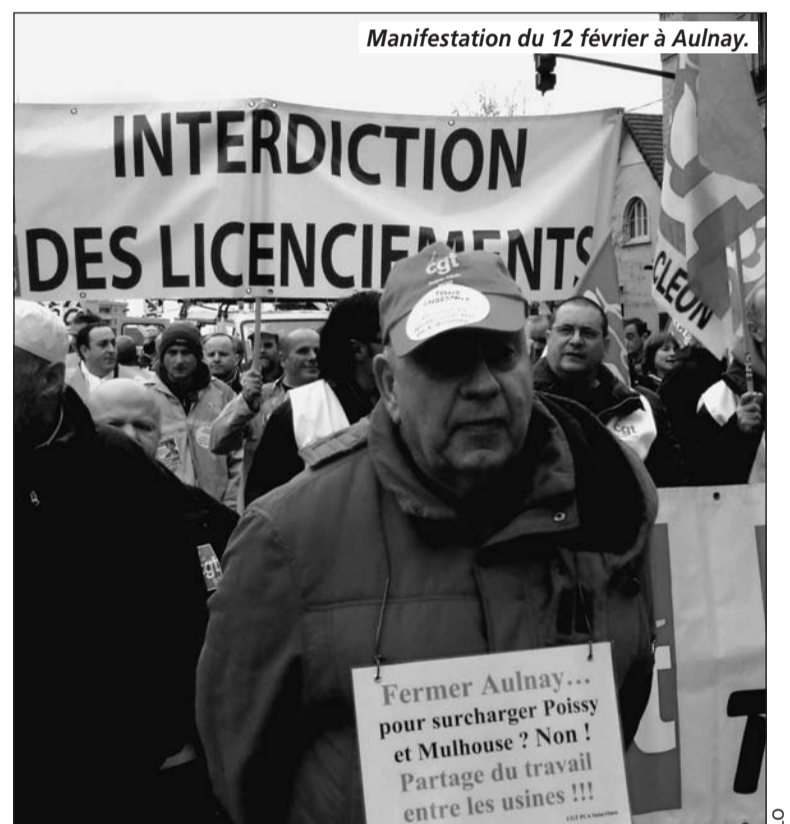
d'intérimaires et les surcharges de travail qui se profilent pour ceux qui restent. Et cela s'est vu, les chaînes tournant presque deux fois moins vite que d'ordinaire!

Lors des protestations, les intérimaires, jeunes pour la plupart, ont exprimé leur colère aux représentants du patron, ce qui a mis du baume au cœur des embauchés présents à leurs côtés. Il y a du travail pour tous et il faut le partager pour maintenir tous les emplois, sans baisser les paies. Des intérimaires ont dénoncé aussi le fait que le patron ampute leur paie quand il décrète des jours non travaillés

et rejette des intérimaires en fin de contrat tout en recrutant d'autres pour deux mois, c'est-à-dire jusqu'en juillet seulement.

Qu'ils viennent d'arriver ou qu'ils soient là depuis plusieurs mois, le mince espoir d'être embauché s'écroule pour les intérimaires suite à la décision de PSA de geler les embauches.

Autant dire que les discours du staff de la direction sur la baisse des ventes automobiles ne sont d'aucun effet face à des travailleurs qui mettent en avant des questions vitales pour eux. Les ouvriers s'estiment en droit de protéger leur emploi et leur paie. Et le



11 avril ce sont encore plus de 120 ouvriers de deux équipes qui ont protesté, avec le soutien moral apporté par une pétition intitulée « Travailler moins pour travailler tous » signée de 1 600 de travailleurs du Montage et de Peinture.

Vendredi 13 avril, une vingtaine d'intérimaires et d'embauchés donnaient une conférence de presse pour dénoncer

comment PSA veut jeter les intérimaires, alors que le travail en fait ne manque pas, pour peu qu'on le répartisse.

De toute façon, les travailleurs ne sont pas responsables des baisses de commandes de PSA. Ils n'ont pas à en payer la note : voilà ce que des centaines de travailleurs ont tenu à affirmer haut et fort.

Correspondant LO

### • Imprimerie Decoster – Sequedin (Nord)

## Le patron doit payer !

L'imprimerie Decoster à Sequedin, en banlieue de Lille, spécialisée dans la publicité pour la grande distribution et la vente par correspondance, vient d'être placée en liquidation judiciaire. Après des mois d'incertitude sur leur sort, les 79 salariés de la production sont purement et simplement licenciés.

Cette entreprise comptait encore 300 salariés il y a un an et demi. Au fil des mois, la situation s'est dégradée : départs non remplacés, premier plan de licenciement de neuf personnes en 2009, puis un second en 2010, rachat d'une société du groupe par H2D, un autre imprimeur.

Malgré les assurances du patron que tout allait très bien (air connu), les élus au Comité

d'entreprise ont multiplié les démarches : droit d'alerte entravé par la direction, dépôt de plainte au tribunal de grande instance qui se conclut par une condamnation de l'employeur, découverte que les charges sociales n'étaient pas payées.

Finalement, le commissaire aux comptes a décidé le redressement judiciaire, pour faire miroiter un repreneur qui ne sera jamais au rendez-vous. En

tout cas, ce que les travailleurs de l'entreprise ont finalement compris, c'est que le patron leur a menti à maintes reprises et qu'il s'est servi de sa société, une petite nébuleuse aux filiales spécialisées dans l'imprimerie, le mailing ou même l'immobilier, pour siphonner les actifs de celle qui produisait.

Ils manifestent depuis une quinzaine de jours, bloquent les portes pour garder les machines

et le stock qui restent, et viennent de retenir leur patron une journée dans ses bureaux pour le faire plier. Ils n'acceptent pas d'être jetés à la rue en se contentant d'indemnités légales et réclament beaucoup plus. Ils savent que Decoster possède bien d'autres sociétés et qu'il peut payer, et ils n'ont pas envie de lâcher le morceau.

Correspondant LO

• Algérie

# Ahmed Ben Bella et l'illusion du « socialisme arabe »

Ahmed Ben Bella, qui vient de mourir le 11 avril à 95 ans, avait personifié de 1962 à 1965 l'Algérie indépendante et les espoirs qu'elle suscitait. Né en 1916, il fut l'un des neuf chefs historiques du Front de libération nationale (FLN), l'organisation nationaliste algérienne qui prit le pouvoir en 1962 à l'issue de huit années de guerre contre le colonialisme français.

Issu d'une famille de petits paysans, ayant réussi le brevet, Ben Bella combattit durant la Seconde Guerre mondiale dans les forces armées françaises, notamment à la bataille de Monte Cassino. Il en sortit adjudant et décoré. Les massacres perpétrés par l'armée française à Sétif et Guelma le 8 mai 1945, jour fêté en France comme celui de la « libération », le firent adhérer au parti nationaliste de Messali Hadj, le PPA-MTL. D'abord conseiller municipal puis membre de la branche armée de ce mouvement, il participa au casse de la poste d'Oran destiné à financer le parti. Arrêté en 1950, emprisonné, il s'évada en 1952 et rejoignit d'autres cadres nationalistes au Caire. Le succès du coup d'État des « officiers libres » égyptiens les encouragea à lancer la lutte armée en Algérie à la Toussaint 1954, rompant avec Messali Hadj et fondant le FLN.

## Le premier dirigeant de l'Algérie indépendante

En 1956, l'avion conduisant Ben Bella en Tunisie en compagnie de quatre autres cadres du FLN fut détourné par l'armée française. Emprisonnés en France, à l'île d'Aix, ces dirigeants nationalistes algériens ne furent libérés qu'à l'indépendance en 1962. Libre, Ben Bella retrouva les luttes internes au sein du FLN, mais il en sortit comme le principal bénéficiaire. Devenu président du Conseil de l'Algérie indépendante le 27 septembre 1962, puis secrétaire général du

bureau politique du FLN, il se fit élire président de la République en 1963.

En réalité, Ben Bella n'avait pu s'imposer que parce que le chef d'état-major Houari Boumediene était derrière lui. Mais celui-ci travaillait à réduire progressivement le pouvoir des autres dirigeants du FLN en s'appuyant sur sa force armée.

Dans l'immédiat, ce fut Ben Bella qui réussit à coiffer l'auréole de héros de l'indépendance. À une époque où les nationalistes radicaux du Tiers Monde se paraient volontiers de l'étiquette « socialiste », l'étatisation des moyens de production s'imposait comme mesure indispensable pour bien des pays sous-développés qui, après avoir arraché l'indépendance politique, aspiraient à une indépendance économique, difficile à acquérir dans un monde dominé par l'impérialisme.

La division du monde en deux blocs permettait alors de contrebalancer la pression impérialiste. Soutenu par l'Égypte et par Cuba, Ben Bella se rapprocha de la Chine et de l'URSS. Face aux difficultés économiques et sociales du jeune État indépendant, il prôna l'intervention de l'État dans l'économie et l'autogestion pour tenter d'avoir l'appui des ouvriers et des paysans. Mais le « socialisme arabe » invoqué par Ben Bella, à l'exemple de Nasser, resta un thème de discours. Et s'il fut beaucoup question d'« autogestion » ou de « socialisme » ces années-là,



Ben Bella, au micro, au côté de Boumediene.

d'autres forces étaient à l'œuvre.

## Du « socialisme arabe » à la dictature de Boumediene

Dès sa naissance, le FLN s'était méfié de la classe ouvrière et des masses déshéritées. Le recours à la lutte armée menée par un appareil clandestin, spécialisé et sans contrôle possible pour la population, n'avait pas eu le seul objectif de chasser l'armée française, mais aussi celui de conforter le pouvoir des dirigeants nationalistes sur l'Algérie. Ils éliminèrent non seulement toute autre organisation nationaliste concurrente, comme le MNA resté fidèle à Messali, mais aussi dans leurs propres rangs les opposants possibles. Et dès l'indépendance, derrière les phrases sur le « socialisme arabe », dans tous les domaines ces tendances centralistes de l'appareil d'État continuèrent à agir. L'armée des frontières de Boumediene,

devenue armée tout court, fit rentrer dans le rang les maquisards de l'intérieur, et les militaires s'emparèrent d'une partie de l'économie. L'administration et les nouveaux cadres du FLN suivirent la même voie. Et en juin 1965 le dauphin proclamé de Ben Bella, Boumediene, finit par se débarrasser de lui par un coup d'État.

Ben Bella déchu fut emprisonné pendant quatorze ans, jusqu'en 1979, avant d'être assigné à résidence et de pouvoir s'exiler en Suisse en 1981. À la fin des années quatre-vingt, il tenta d'instaurer un compagnonnage avec les islamistes en plein essor, s'habillant en croyant et s'affichant avec sa femme désormais voilée. Ce fut sans succès. À la fin de la décennie sanglante opposant les islamistes du FIS à l'armée algérienne, Ben Bella n'eut pas d'autre politique à offrir que de soutenir Bouteflika

et sa tentative de tourner la page, en jetant un voile sur les événements.

Après avoir été longtemps relégué dans les coulisses, Ben Bella a eu droit à sa mort à des funérailles nationales et à l'hommage de l'État algérien. Au fond, il l'a mérité car, pendant ses quelques années de pouvoir, il a représenté une transition indispensable, en entretenant auprès des masses algériennes l'illusion que l'indépendance allait signifier l'émancipation non seulement nationale mais sociale. Puis il a cédé la place, derrière l'armée, aux représentants d'une bourgeoisie algérienne décidée à profiter ouvertement de sa nouvelle position dominante.

La révolution sociale, celle qui représentera une véritable émancipation pour les travailleurs et les masses pauvres d'Algérie, reste encore à faire.

Jacques FONTENOY

## Liberté immédiate pour Mumia Abu-Jamal !

Le journaliste militant noir-américain Mumia Abu-Jamal, emprisonné depuis trente ans pour un crime qu'il n'a pas commis, aura 58 ans le 24 avril prochain. À cette occasion, les collectifs qui le défendent, aux États-Unis mais aussi en France et ailleurs, appellent à se rassembler pour exiger sa libération.

Mumia Abu-Jamal a été

condamné à mort en 1982 pour le meurtre d'un policier lors d'un procès raciste et expéditif, dont l'iniquité est reconnue par Amnesty International et même l'ONU ou le Parlement européen. À deux reprises, il a été question de l'exécuter, mais en décembre dernier sa peine a été commuée en prison à vie. Il n'en demeure pas moins qu'il a toujours crié son innocence.

C'est un déni de justice qui doit être reconnu et il devrait être libéré immédiatement.

Le 24 avril aura lieu une manifestation à Washington devant le ministère de la Justice des États-Unis. D'autres manifestations sont prévues à Berlin, Bruxelles ou Mexico. Et en France le Collectif unitaire national de soutien à Mumia, qui rassemble une

centaine d'organisations dont Lutte Ouvrière, mais aussi des collectivités publiques comme les villes de Paris ou de Villejuif, appelle à manifester

Mercredi 25 avril, à 18h30, à Paris place de la Concorde.

Le collectif propose une pétition à l'adresse du ministère de la Justice des États-Unis, qu'on peut signer en ligne sur le site :

[www.mumiabujamal.com](http://www.mumiabujamal.com).

On peut aussi adresser au prisonnier lui-même une carte d'anniversaire affranchie à 89 centimes d'euro et adressée à :

**Mumia Abu-Jamal**  
AM 8335  
SCI Mahanoy  
301 Morea Road  
Frackville, PA 17932  
USA

### • Espagne

# Contre les services publics et les travailleurs Nouvelles attaques du gouvernement Rajoy

**La toute récente chute de la Bourse espagnole montre que la crise économique continue à faire ses ravages et que les sacrifices imposés aux classes populaires ne permettent pas et ne permettront pas le redressement économique du pays, comme le déclarent les gouvernants. Ils ne serviront à rien, sinon à garantir les profits des capitalistes.**

Rajoy, le leader du Parti Populaire (le PP, de droite) au pouvoir depuis quelques mois, parle en vain de mesures susceptibles de sauver l'économie du pays et de calmer les marchés, tout comme le faisait son prédécesseur socialiste, Zapatero.

À peine votée la réforme du droit du travail, dramatique pour les travailleurs et

la jeunesse, qui vise à faciliter les licenciements, à développer la précarité et à réduire les salaires, de nouvelles mesures sont décidées. Le gouvernement vient d'annoncer une nouvelle amputation de plus de 10 milliards d'euros sur les budgets destinés à l'Éducation et la Santé. Dans l'Éducation, il est prévu que le nombre d'élèves par classe augmente de

20%. Les enseignants devront assurer davantage d'heures de cours tandis que des dizaines de milliers de contractuels seront congédiés. Cela devrait dégager une économie budgétaire de trois milliards d'euros. Dans la Santé, les conséquences des coupes budgétaires seront sans doute encore plus dramatiques pour les classes populaires. En effet la détérioration de la situation dans le secteur public entraînera un essor du secteur privé, accessible aux seules classes riches ou aisées.

Pendant ce temps, les « marchés » continueront à spéculer, avec l'objectif de faire monter les intérêts des

Manifestation contre les coupes financières dans la santé et l'éducation.



emprunts de la dette à 6%.

Alors, d'un côté des Pyrénées comme de l'autre, le problème à l'ordre du jour, pour les travailleurs, c'est de donner

un coup d'arrêt à cette régression qui écrase la majorité de la population.

Helène GRILLET

## Quand Juan Carlos va à la chasse

**Le roi Juan Carlos d'Espagne vient de se faire opérer de la hanche, suite à « une chute accidentelle »... lors d'un voyage privé au Botswana, a fini par avouer publiquement la Maison du roi.**

Mais qu'allait-il donc faire dans ce pays africain ? Il était parti, révéla la presse, pour une partie de chasse... à l'éléphant ! Une vieille passion, puisqu'une photo du roi posant en 2006 devant

un éléphant mort illustrait l'article. Depuis, tout le monde en parle et si les blagues ont commencé à circuler en Espagne, ce qui domine dans les milieux populaires est l'indignation : « On se moque de nous ! », entend-on. Au moment où le gouvernement n'en finit pas de prôner l'austérité, les frasques coûteuses de la famille royale ne passent plus. En effet la vidéo-publicité de la société Rann Safaris qui organise ces parties de chasse circule sur Internet. On y voit comment

tuer l'éléphant (sans trop de risque) ainsi que le catalogue des prix des différentes formules : en vedette, et pour 45 496 euros, un safari de quatorze jours pour la chasse à l'éléphant, équipement compris. 35 800 euros un safari pour la chasse du léopard. Pour 22 200 euros, c'est le buffle... Sans compter que, pour un roi président honoraire d'une association de défense de la nature, cela la fiche mal !

Déjà, en fin d'année

dernière, le scandale est venu du gendre du roi, accusé d'avoir détourné 16 millions d'euros de fonds publics quand il présidait un organisme à but non lucratif. Du coup, la Maison du roi avait dû rendre public, pour la première fois, le montant de ce que l'État verse à la famille royale : 8,4 millions d'euros par an. Une révélation bien incomplète, puisqu'elle ne tient pas compte du coût réel du maintien de la monarchie, qui s'élèverait d'après le quotidien de gauche *Publico* à

près de 60 millions d'euros annuels !

Et comme un accident ne survient jamais seul, celui du roi fait suite à celui de son petit-fils de 13 ans qui avait dû être hospitalisé après s'être accidentellement tiré une balle dans le pied, avec une arme... interdite à son âge.

Même si cela n'est encore qu'une goutte d'eau face au grand gâchis de richesses que constitue la crise, cela choque, et à juste titre.

H. G.

### • Euro de football

# Carton rouge d'avant match

**Le 8 juin prochain, l'Euro 2012 de football débutera en Pologne et en Ukraine. Dans ce dernier pays, on sait depuis des mois que les infrastructures d'accueil (stades) et de déplacement (transports en commun) qui sont promises risquent de ne pas être prêtes à temps. Surtout, leur construction a d'ores et déjà donné lieu à d'énormes scandales de détournements de fonds à tous les niveaux de l'État.**

Jusqu'alors les organisateurs, donc l'Union européenne des associations de football (UEFA), avaient préféré ne pas piper mot. Alors, quelle mouche a piqué Platini, président de l'UEFA, pour qu'il dénonce le 12 avril, en Ukraine même, les prix de « bandits » que pratiquent des « escrocs » dans l'hôtellerie chargée d'héberger les supporters, les équipes de télé couvrant les

matches, etc. ?

En fait, avec l'arrivée prévue d'un million de visiteurs, donc de consommateurs, certains ont flairé la très bonne aubaine dans les grandes villes ukrainiennes – Kiev, Kharkov, Donetsk – où se dérouleront certains matches. Les agences de voyages occidentales, dont le géant allemand TUI et ses filiales françaises et autres, avaient retenu la plupart des

chambres d'hôtel disponibles à un prix qu'elles croyaient ferme et définitif. Mais elles ont eu la mauvaise surprise de voir les directions des hôtels concernés annuler systématiquement ces réservations, en n'acceptant de les honorer qu'à un prix fortement révisé.

En quelques mois, les tarifs hôteliers ont ainsi quintuplé, voire décuplé, au point de dépasser de loin, pour une nuit, le salaire moyen (450 euros) mensuel du pays, et même ce qui se pratique, avec de tout autres prestations, en Europe de l'Ouest.

D'où la fureur des agences de voyages occidentales, des clubs et fédérations de foot, des sociétés de billetterie et

compagnies aériennes ouest-européennes, sans oublier les sponsors et autres annonceurs publicitaires ainsi que l'UEFA. Ils voient un événement sportif et commercial, qui s'annonçait comme devant leur rapporter gros, compromis par des trouble-fête qui ne jouent pas selon les règles admises habituellement dans le monde des affaires.

Après le coup de gueule de Platini, le gouvernement ukrainien, en pleines négociations d'association renforcée avec l'Union européenne et qui peine déjà à se faire admettre comme fréquentable et responsable, va sans doute demander au secteur hôtelier de calmer ses appétits. Rien ne

dit qu'il y parvienne.

Car ce ne sont pas de petits propriétaires, voire des groupes hôteliers comme on en connaît un peu partout ailleurs, qui sont à l'origine de cette flambée des prix. L'hôtellerie, comme tout ce qui peut rapporter dans cette ex-république soviétique, se trouve sous le contrôle étroit de membres de clans de l'appareil d'État. Autant dire que l'UEFA demande en quelque sorte aux équipes de bureaucrates-affairistes-mafieux qui dirigent ce pays de jouer contre elles-mêmes. Un match que les organisateurs de l'Euro 2012 n'avaient pas vraiment programmé.

Pierre LAFFITTE

# La Fête de Lutte Ouvrière

Samedi 26, dimanche 27 et lundi 28 mai à Presles (Val-d'Oise)  
débat, musique, spectacles, films... et fraternité

Dans cinq semaines, le samedi 26 mai, commencera la Fête de Lutte Ouvrière. Très prochainement, dès que les échéances électorales seront derrière nous, les stands commenceront à être montés, les affiches de la Fête seront collées. Tous nos camarades et amis s'activeront pour que cette Fête, ce grand rassemblement populaire sous le signe des idées communistes, soit cette année encore une réussite.

Nous souhaitons que ce week-end soit le plus riche possible en choses à faire, à voir ou entendre pour tous les participants, et que chacun puisse pleinement profiter des mille et une activités proposées. Entre les

interventions et les débats mais aussi les spectacles, les séances de cinéma, les conférences scientifiques, les expositions, les jeux, les trois jours ne seront pas suffisants pour profiter de tout.

Nous donnons cette semaine quelques éléments du contenu de la Fête : l'Arboretum, le Carrousel de la connaissance dont le spectacle audiovisuel est consacré à « L'histoire de la monnaie », le cinéma, une exposition de photos.

Chaque semaine, nous ferons part de toutes les nouveautés sur le programme artistique, les conférences et débats qui ne manqueront pas d'arriver.



## Un vaste espace dédié aux sciences

Des débats avec des scientifiques. Pendant les trois jours de la Fête, des scientifiques, des chercheurs, viennent exposer leurs travaux et répondre aux questions du public.

Des mini-conférences. Dans six mini-amphithéâtres, des

conférenciers se relaient, expériences à l'appui, pour aborder et expliciter de multiples sujets : le fonctionnement des centrales nucléaires; les séismes; les tsunamis; le développement des nouveaux médicaments; la mesure du temps; les coïncidences

et le paranormal; la grande migration à l'origine du néolithique européen... Et bien d'autres encore.

Une librairie scientifique.

Une cafétéria pour se reposer entre deux...

## Commandez vite vos cartes

Les cartes d'entrée sont disponibles. Jusqu'au 29 avril, elles sont vendues au tarif réduit de 10 euros pour les trois jours. À partir du 30 avril, elles seront disponibles au prix de 12 euros. Enfin sur place, à la Fête, leur tarif sera de 15 euros. Des bons d'achat d'une valeur de cinq euros mais vendus quatre euros, utilisables sur tous les stands de la Fête, sont également disponibles.

Vous pouvez vous

procurer cartes et bons d'achat, soit auprès de nos camarades, soit en écrivant à :

Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18

Indiquez, dans votre courrier, le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, et joignez un chèque du montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière. N'oubliez pas d'indiquer l'adresse où expédier cartes et bons. Envoi franco.

## Au Carrousel de la Connaissance

« L'histoire de la monnaie : des coquillages à la carte à puce »

Spectacle audiovisuel multimédia de 45 mn

Aujourd'hui, les financiers spéculent sur les monnaies à

la vitesse de la lumière... Des coquillages à la carte bleue en passant par la pièce d'or, comment en est-on arrivé là? Comment les monnaies, dans leur diversité et leur évolution, ont-elles permis d'amasser des

fortunes? Comment les capitalistes jouent-ils avec les monnaies au point de mettre l'économie mondiale en danger? Et comment, demain, une société communiste pourrait vivre sans monnaie...

## Cinéma

Parmi les films et documentaires qui seront projetés durant la fête, nous pouvons déjà annoncer :

• *Les neiges du Kilimandjaro* de Robert Guédiguian  
• *L'exercice de l'État* de Pierre Schoeller

• *Les nouveaux chiens de garde* de Gilles Balbastre et Yannick Kergoat  
• *Avoir vingt ans dans les Aurès* de René Vautier,  
• *Le Havre* d'Aki Kaurismäki  
• *The Artist* de Michel Hazanavicius

• *Toutes nos envies* de Philippe Lioret  
• *Louise Wimmer* de Cyril Mennegun  
• *Une séparation* d'Asghar Farhadi  
• *Le cochon de Gaza* de Sylvain Estibal

## La Fête en pratique

La Fête ouvrira le samedi 26 mai, à partir de 11 h, jusqu'au soir à 23 h, puis sans arrêt du dimanche matin à 9 h jusqu'au lundi soir à 20 h

Pour venir à la Fête, le plus commode sera de prendre les cars gratuits qui partiront du métro Saint-Denis-Université, terminus de la ligne 13, et qui

vous déposeront à l'entrée de la Fête. Ces cars fonctionnent aux mêmes horaires que la Fête. La ville de Presles est petite et le stationnement des voitures y est difficile.

La Fête est également accessible par le train depuis la gare du Nord. La gare de Presles est à 900 mètres de la Fête.

## L'Arboretum

Au sein du parc se trouve un bel Arboretum, avec plus de cent espèces différentes d'arbres. Un sentier botanique a été aménagé, permettant plusieurs promenades commentées, chacune d'environ 50 minutes. Vous pourrez choisir

- *L'arbre, quel être étonnant!* Ils vivent de soleil et d'eau

fraîche, ils connaissent le sexe et ont une histoire cent fois plus longue que les hommes.

- *L'arbre, quelle histoire!* Des premières forêts avant les dinosaures à celles d'aujourd'hui, les espèces appréciées sous les Romains, au Moyen Âge ou pendant la Révolution française.

- *Les différentes façons de reconnaître un arbre, en utilisant ses cinq sens!*

- *L'arbre et les poètes.* Vous pourrez découvrir le parcours botanique en écoutant des poèmes ou des histoires sur les arbres, qui de tous temps ont inspiré les artistes de toutes les contrées.

## Cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie

Une exposition des photos d'Élie Kagan

Élie Kagan était un photographe engagé à l'extrême gauche et, parmi ses nombreux reportages, on compte la manifestation des Algériens à Paris le 17 octobre 1961, manifestation violemment réprimée par la police et longtemps occultée. Puis, en 1963, Élie Kagan séjourna plusieurs mois en Algérie pour témoigner des

espoirs que l'indépendance engendrait.

L'exposition photos qu'on pourra voir à la Fête porte sur ces deux thèmes : « 17 octobre 1961, une journée portée disparue » et « Algérie 1963 ». Elle nous est aimablement prêtée par la BDIC, la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine.

## Le site de la Fête

[lutte-ouvriere.org](http://lutte-ouvriere.org)

(rubrique « la Fête de LO »)

vous retrouverez le programme complet au fur et à mesure des confirmations, ainsi que tous les renseignements pratiques concernant la Fête.

